

[Imputation budgétaire]  
[Donnée 2]  
[Donnée 3]  
[Donnée 4]



Ministère de [...]

**Arrêté n° [...]**  
**portant placement en congé maternité**

**Le [La] ministre [...],**

Vu le code général de la fonction publique, notamment ses articles L.2 et L.9 ;

Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'État ;

Vu le décret n° 2021-871 du 30 juin 2021 relatif aux congés de maternité et liés aux charges parentales dans la fonction publique de l'État ;

Vu le contrat n° [...] en date du [...] portant engagement de [M. / Mme] [Nom] [Prénom] ;

Vu la déclaration de grossesse de Mme [Nom] [Prénom] en date du [...],

**Arrêt[e] :**

- Article 1er** : Mme [Nom] [Prénom], agente contractuelle de droit public de [...] (catégorie hiérarchique), affecté[e] au sein de : [affectation administrative] - [affectation opérationnelle], est placée en congé maternité à compter du [...] jusqu'au [...] inclus.
- Article 2** : Durant cette période, l'intéressée perçoit l'intégralité de sa rémunération à temps plein, de l'indemnité de résidence et des primes et indemnités de toutes natures afférentes à son emploi, déduction faite du montant des indemnités journalières perçues.
- Elle conserve ses droits dans la détermination des avantages liés à l'ancienneté.  
[\*SI L'AGENT EST A TEMPS COMPLET\*]
- Article 2 bis** : Durant cette période, l'intéressée perçoit l'intégralité de sa rémunération, de l'indemnité de résidence et des primes et indemnités de toutes natures afférentes à son emploi, déduction faite du montant des indemnités journalières perçues.
- Elle conserve ses droits dans la détermination des avantages liés à l'ancienneté.  
[\*SI L'AGENT EST A TEMPS INCOMPLET\*]
- Article 3** : L'intéressé[e] dispose d'un délai de deux mois, dans les conditions fixées aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du code de justice administrative, à compter de la notification de la présente décision pour la contester devant la juridiction administrative territorialement compétente.
- La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).
- Article 4** : [Le directeur [La directrice] des ressources humaines du ministère de [...] est chargé[e] de l'exécution du présent arrêté.]

Fait le (...)

Pour le [la] ministre et par délégation :

Pour le directeur [la directrice] des ressources humaines et par délégation :

[Fonction],

[Prénom + NOM]